

Adolph Reed Jr. et Keeanga-Yamahtta Taylor et débattent des réparations pour l'esclavage aux Etats-Unis

Le 24 juin 2019, la radio de Philadelphie WHYY a organisé un débat sur le thème «*Comment la lutte pour les réparations pour l'esclavage devrait-elle s'inscrire dans une stratégie politique plus large de la gauche ?*» entre Keeanga-Yamahtta Taylor et Adolph Reed Jr. Nous avons traduit presque tout le débat, excepté les allusions trop spécifiques à l'actualité électorale américaine. Signalons juste que les deux auteurs ont soutenu Bernie Sanders. Le texte intégral de la discussion en anglais se trouve ici :

https://www.dissentmagazine.org/online_articles/the-reparations-debate

Question : Keeanga-Yamahtta Taylor, ce n'est certainement pas le premier débat sur les réparations. Ce problème continue à être évoqué et ne semble jamais être résolu d'une manière ou d'une autre. Pourquoi ?

Taylor : Les arguments en faveur des réparations et, à divers moments, les luttes autour des réparations remontent à la fin de l'esclavage. L'absence d'indemnisation, de toute forme de redistribution, ou de reconnaissance des énormes préjudices créés par l'esclavage, a poussé les Afro-Américains à plaider pour des réparations depuis plus de cent cinquante ans. La question n'est pas résolue en partie parce que l'esclavage, en tant qu'élément de notre mémoire nationale, n'a pas encore été abordé sérieusement. Il est absolument fondamental pour l'existence des États-Unis, mais nous n'avons pas de monument national ou de musée national pour retracer son histoire.

Il est absent de la mémoire nationale. Il n'existe aucune fête nationale pour célébrer la date de l'émancipation des esclaves, comme on célèbre, par exemple, l'indépendance le 4 juillet. Cette profonde ignorance de l'esclavage et du racisme qu'il a engendré a laissé la question en suspens : Pourquoi les Noirs demandent-ils des réparations ? Parce que l'esclavage occupe une place périphérique, presque sans importance, dans l'histoire américaine. Le Southern Poverty Law Center (SPLC) a réalisé une étude approfondie sur la guerre de Sécession et la manière dont l'esclavage est enseigné aux États-Unis ; le SPLC a conclu que les étudiants et les enseignants américains ignorent tout de cette question.

Question : Les réparations ont une signification différente selon les personnes. Adolph Reed, comment voyez-vous les réparations ?

Reed : Lorsque cette idée a fait son apparition dans le discours public au début du siècle actuel, j'ai d'abord été un peu surpris, car elle avait déjà circulé pendant une minute ou deux à la fin des années 1960, puis s'était retirée parmi quelques militants marginaux. Si je mets de côté toutes les différences d'interprétation possibles ou les justifications historiques ou morales pour ces réparations, on m'a souvent demandé: «Ne pensez-vous pas que les Noirs méritent quelque chose?» Et ma réaction a toujours été la même : «Comment pouvez-vous imaginer mettre en place une alliance politique qui puisse gagner sur cette question ? Si vous ne le pouvez pas, et pour ma part j'en suis incapable, alors à quoi bon essayer de s'accrocher autant à cette question ?»

Question : Vous voulez dire que les réparations se réduisent à une simple question pratique : comment les mettre en œuvre ?

Reed : Non, parce que, avant même d'entrer dans ces considérations, nous devons tenir compte du fait que, techniquement, nous vivons dans un pays démocratique. Notre gouvernement, au moins au niveau le plus superficiel, est régi par le principe majoritaire. Il faut donc gagner la majorité dans les

deux chambres du Congrès. Du moins si l'objectif est d'obtenir quelque chose de plus qu'une commission d'étude parlementaire sur la question. Les victoires symboliques sont souvent la solution de repli lorsque l'on n'arrive pas à remporter des victoires matérielles. C'est pourquoi l'historien Touré Reed a déclaré récemment que la lutte pour les réparations lui semblait presque être revenue à la phase d'une «paix honorable», où nous aurons des mesures que nous pourrions appeler des réparations, nous déclarerons avoir remporté la victoire et ensuite nous rentrerons tranquillement chez nous. Ce n'est donc même pas une question de mise en œuvre. Il s'agit d'être capable de gagner quelque chose. J'ignore ce que le mot réparations veut dire, mais je pose la même question depuis près de vingt ans et je n'ai jamais obtenu de véritables réponses.

Question : Keeanga-Yamanta Taylor, lorsque vous évoquez des réparations vous pensez à quoi ? à de l'argent ? des terres ? une politique nouvelle ? un programme ? Quelle serait la compensation appropriée et juste pour le péché de l'esclavage aux États-Unis ?

Taylor : On ne peut s'opposer aux réparations en prétextant qu'elles seraient difficiles à obtenir. Toutes les questions liées à la race dans ce pays ont eu du mal à susciter de larges coalitions. Au XIX^e siècle, l'idée que l'on puisse réellement construire un mouvement contre l'esclavage semblait impossible. Et pourtant, les personnes engagées dans ce processus ont certainement contribué à créer une atmosphère politique qui a créé les conditions nécessaires à l'abolition de l'esclavage.

Je pourrais citer le manque de soutien au suffrage des femmes, au droit à l'avortement, à la loi sur les droits civiques de 1964, à la loi sur le droit de vote de 1965. Aucune de ces questions n'était populaire. Aucun mouvement social ne commence jamais par le problème le plus populaire, le plus facile à résoudre. Existe-t-il une base sur laquelle nous pouvons poser des revendications et potentiellement gagner des gens à un ensemble d'idées particulières ? (...) Les réparations ne doivent pas être rejetées d'un simple revers de la main.

Reed : Les analogies avec les luttes passées sont ce qu'elles sont, mais l'histoire est plus compliquée. Par exemple, la promesse de donner aux esclaves libérés «quarante acres et une mule»¹, promesse qui n'a jamais été tenue. Selon certains historiens, même si ce programme de redistribution des terres avait été mené à bien dans les années 1860 et au début des années 1870, il n'est pas du tout certain qu'il n'aurait pas été anéanti par la crise économique agricole, et par l'effondrement de l'économie du coton entre les années 1880 et la Première Guerre mondiale. (...).

Comment pouvez-vous imaginer mettre en place une coalition qui gagne sur la question des réparations, surtout dans le climat politique des États-Unis depuis 1981 ? Alors que la stagnation des salaires et l'insécurité économique ont augmenté pour tous les travailleurs depuis le milieu des années 1970, l'idée que nous devrions nous rassembler autour d'un programme qui ne profiterait qu'aux Noirs, ou aux descendants américains d'esclaves, me ramène à cette question. Comment pouvez-vous espérer que des gens qui n'obtiendraient rien de ces réparations se sacrifient pour elles ? À moins que votre objectif ne soit purement symbolique. Et dans ce cas, ne serait-il pas plus logique de lutter pour des initiatives et des programmes politiques qui amélioreraient réellement la vie des gens ici et maintenant ?

Taylor : La Constitution américaine a consacré l'esclavage et a créé les conditions de son enracinement et de sa perpétuation. L'État américain a été clairement complice de l'institution de l'esclavage. De nombreuses sociétés privées dans la finance, les assurances, les universités, ont amassé des milliards de dollars en profitant de l'institution de l'esclavage. Leur capital a été démultiplié et continue à leur rapporter. Si l'on ajoute à cela le fait que nous vivons dans un pays où le gouvernement fédéral donne littéralement près d'un trillion de dollars par an au ministère américain de la Défense, nous disposons de suffisamment d'argent pour réparer les injustices raciales qui trouvent leurs racines

¹ «Quarante acres [16 hectares] et une mule» : promesse d'indemnisation faite aux esclaves libérés après la guerre de Sécession, la mule étant censée traîner une charrue (*NdT*).

dans l'esclavage et le racisme qu'il a engendré, ainsi que pour nous attaquer aux formes plus contemporaines de discrimination raciale qui se sont perpétuées au XX^e siècle. Je pense donc que la question des ressources ne se pose pas si l'on discute du financement des réparations.

Ensuite, la lutte pour les réparations n'est pas incompatible avec la lutte pour des programmes universels. En fait nous devons nous attaquer à deux objectifs. Tout d'abord nous devons développer et rassembler le mouvement multiracial de masse nécessaire [en tenant compte des problèmes qui sont importants pour les Afro-Américains] (...). Cela ne veut pas dire que l'universalité des programmes sociaux n'est pas importante, mais, par exemple, l'universalité des soins n'aborde pas les problèmes particuliers qui touchent les Noirs en matière de distribution des soins. Elle ignore la disparité gigantesque entre le nombre de femmes noires qui meurent en couches par rapport au nombre de femmes blanches dans le même cas ; elle ignore les problèmes raciaux sous-jacents qui surviennent lorsque les professionnels de santé pensent que les Afro-Américains ont une tolérance différente à la douleur. Nous avons donc une crise de la sur-prescription des opioïdes pour les Blancs, et une sous-prescription des opioïdes pour les Noirs parce que les professionnels de santé pensent qu'ils sont moins sensibles à la douleur.

Les réparations ne sont pas seulement financières. Nous devons poser d'autres questions : comment allons-nous traiter les conséquences politiques à long terme du racisme dans notre société ? Comment allons-nous éduquer l'opinion publique sur le caractère central de l'esclavage et du racisme qui l'a rendu possible ? Le fait de nous concentrer sur la question des réparations contribue à traiter les maux politiques qui existent dans ce pays autour de cette question.

Question : En 2007, Barack Obama a déclaré qu'il craignait que les réparations servent d'excuse pour éviter le travail beaucoup plus difficile qui consiste à faire appliquer les lois anti-discrimination, améliorer l'éducation publique, réinsérer les jeunes hommes sortant de prison et sortir les gens de la pauvreté. Il craignait que les réparations ne soient une sorte de solution de facilité par rapport à d'autres questions. Qu'en pensez-vous, Adolph Reed ?

Reed : Je n'aime pas vraiment l'idée que l'esclavage serait le «péché originel» de l'Amérique ou que l'esclavage serait fondamentalement un problème moral. Cela nous fait partir du mauvais pied, même si je sais que cette notion a une sorte de pouvoir rhétorique.

Comme ma collègue Barbara Fields l'a souligné, l'esclavage n'était pas une question de racisme, en fin de compte. On parle de l'esclavage, comme si son but avait été de produire la suprématie blanche et non de produire du coton, du tabac, de la canne et de l'indigo. L'esclavage était fondamentalement un rapport social, une forme d'exploitation du travail, et les premiers propriétaires d'esclaves ont été très clairs à ce sujet. Les défenseurs de l'esclavage n'ont vraiment commencé à invoquer l'existence d'inégalités raciales innées qu'après les années 1830 ou 1840, à la fois pour répondre à l'émergence du mouvement abolitionniste et à l'émergence du suffrage universel pour les hommes blancs. Avant cette époque, la politique américaine se réduisait à une conversation privée entre des propriétaires blancs sur le thème : «Je sais que l'esclavage est une combine foireuse, mais c'est comme ça que je gagne mon argent.» A partir d'un certain moment, il n'a plus été possible de se contenter de ce discours. Je voudrais également faire une remarque sur la Constitution et le statut de l'esclavage à sa création : certes, elle l'a rendu possible et l'a solidement installé dans la société ; mais il y avait aussi une tradition parallèle, ou une tendance interprétative, chez les constitutionnalistes anti-esclavagistes dont beaucoup pensaient qu'ils devaient reconnaître l'esclavage dans les zones où il existait, mais qu'il ne pouvait être étendu et qu'il finirait par être éliminé.

Question : (...) un certain nombre de démocrates demandent au moins des réparations ou souhaitent qu'une commission se penche sur la question. Keeanga-Yamahtta Taylor, vous et moi sommes allés en Allemagne. Et nous avons tous les deux trouvé fascinante la façon dont l'Allemagne a traité l'Holocauste. Dans les rues, on ne voit pas de statues de généraux nazis ou de

membres du régime nazi. Mais on peut visiter le musée de la Topographie de la Terreur, le musée juif, Auschwitz², etc. On a l'impression que les Allemands ont pris à bras-le-corps leur histoire, et c'est une histoire plus récente que l'esclavage ici aux États-Unis. Est-ce un modèle pour nous ?

Taylor : J'étais à Berlin il y a quelques années, et j'ai été très surpris par toutes les évocations publiques du racisme et de l'histoire du racisme³ en relation avec l'Holocauste – sous forme de monuments et de plaques parrainées par l'État. Ce genre de discussion ouverte serait stupéfiante aux États-Unis. Je me suis rendu récemment à La Nouvelle-Orléans et j'ai également été impressionné par l'absence quasi-totale de mention publique de l'esclavage dans l'histoire de la ville. Pour moi, cela fait également partie de l'importance des réparations.

Encore une fois, il ne s'agit pas seulement d'une question financière, il s'agit vraiment de lutter contre l'histoire du racisme qui a été produit par l'esclavage. Adolph Reed a tout à fait raison de dire que l'esclavage était avant tout un système qui organisait des rapports sociaux, des rapports de travail, mais l'esclavage n'était pas un phénomène atypique dans l'histoire de l'humanité. La différence ici, c'est que ce pays a été formé sur la base de droits inaliénables. Alors comment comprendre l'esclavage pour certains, l'égalité et la liberté pour d'autres ? Le racisme a fourni une réponse en affirmant que ceux qui avaient été réduits en esclavage n'avaient pas droit aux bénéfices de l'égalité parce qu'ils étaient en quelque sorte moins que des êtres humains. Et le racisme a continué après l'abolition de l'esclavage jusqu'aux XX^e et XXI^e siècles. Ainsi, une partie de la lutte autour des réparations consiste à comprendre cette histoire et à comprendre comment l'institution de l'esclavage a modifié à jamais l'histoire des Noirs dans ce pays.

Question : Il me semble que cette question des réparations, qu'elle soit résolue ou non, nous oblige à reconnaître notre histoire et à la traiter comme telle. Est-ce un bon exercice ? Cela peut-il être bon pour les Blancs de l'entendre ?

Taylor : Oui.

Reed : Je pense que tout dépend de la façon dont on s'y prend. Et franchement, des expressions comme «accepter notre histoire» ou la «prendre à bras-le-corps» me laissent sans voix : elles n'ont aucun contenu particulier. Quant à la référence que vous avez faite à La Nouvelle-Orléans, elle est intéressante parce que je me trouvais justement il y a quelques années dans cette ville, au moment des débats finaux sur l'élimination des quatre odieux monuments en l'honneur des anciens Confédérés. L'un de mes cousins germains est le directeur de l'agence chargée de se débarrasser de ces statues. L'un des monuments, la statue de P. G. T. Beauregard, se trouvait à quelques centaines de mètres du domicile de ma mère.

Je suis passé devant ces monuments toute ma vie, et je les ai toujours détestés. Je me réjouis de leur disparition autant que n'importe qui. Mais je dois souligner aussi que La Nouvelle-Orléans figure aujourd'hui parmi les dix villes les plus inégalitaires des États-Unis, et que la pièce maîtresse de cette inégalité est le secteur de l'hôtellerie et les relations entre employeurs et syndicats, questions qui n'ont aucun lien direct avec l'esclavage. De plus, l'économie politique du tourisme dans cette ville repose largement sur la célébration raciale de la culture noire et de son passé multiculturel.

(...) j'aimerais vous lire quelques phrases d'un article de mes amis Walter Benn Michaels et Kenneth Warren qui ont abordé cette question il y a quelques années : «*Si vous êtes de gauche, il n'y a rien de*

² Auschwitz se trouve en Pologne... pas en Allemagne ! Où l'on voit que l'histoire de l'Holocauste n'est guère connue chez les journalistes et productrices comme Marty Moss-Coane qui travaille pourtant dans cette radio depuis 1983 ! Sans compter le fait que sa comparaison entre l'esclavage et la Shoah est pour le moins douteuse (*NdT*).

³ Le professeur Taylor ne fait pas la différence entre le racisme et l'antisémitisme, ce qui témoigne là aussi de sérieuses lacunes historiques et théoriques (*NdT*).

radical dans la revendication des réparations. Bien au contraire. L'idée même que la justice consiste à restituer aux gens ce qu'ils auraient eu si le marché du travail, le marché du logement ou le marché du crédit ne le leur avait pas enlevé n'est qu'une autre version des réformes qui nous sont présentées chaque jour. Ces réformes identifient l'équité au fonctionnement supposément efficace du marché. Du remplacement des écoles publiques par des charters schools⁴ au remplacement des chauffeurs de taxi par des conducteurs travaillant pour Uber, les néolibéraux soutiennent que pour résoudre les inégalités créées par les marchés il suffirait de rendre les marchés plus efficaces. Et, pour eux, les véritables victimes du capitalisme ne sont pas l'ensemble des travailleurs appauvris par l'exploitation mais seulement ceux qui sont encore plus appauvris par la discrimination.»

Depuis au moins la «Guerre contre la pauvreté⁵», au milieu des années 60, après bien des luttes, la politique sociale redistributive (ou plutôt les programmes qui l'ont remplacé) a pris la forme de prestations sociales accordées sous condition de ressources. Nous sommes aujourd'hui englués dans une notion de la justice sociale qui se réduit à améliorer un peu la situation des plus démunis. Et toute mesure qui s'efforce d'aller au-delà a disparu des programmes défendus par la gauche.

En réalité, un programme qui imposerait l'assurance-santé pour tous ou la gratuité de l'enseignement supérieur public [comme le programme de Bernie Sanders] permettrait de lutter contre les disparités raciales, s'il était associé à une application vigoureuse des lois existantes contre la discrimination. La majorité des Noirs américains se préoccupent davantage de leur emploi, de leur logement, de l'éducation de leurs enfants et des soins de santé que des réparations matérielles ou symboliques, ou de tout autre type de réparations.

Taylor : Les Afro-Américains sont concernés par toutes ces questions. Ces dernières années, selon les sondages, entre 52 et 60 % des Noirs soutiennent le principe de réparations, y compris financières. Certes, la notion de classe est absolument centrale pour comprendre la surreprésentation des Afro-Américains parmi les pauvres, mais tout ne peut être réduit à la classe. La race, le sexe, la sexualité, la nationalité, la discrimination religieuse – tous ces facteurs aggravent les problèmes de classe, ce qui signifie que les femmes noires, par exemple, ont beaucoup plus de mal à se débrouiller dans la société américaine. La question est donc de savoir comment inclure ces personnes dans une coalition de masse afin de lutter pour ces objectifs.

Je ne pense pas qu'il faille dénigrer leurs revendications. Si nous voulons inclure les personnes qui souffrent de multiples formes d'oppression, alors nos mouvements doivent s'emparer de ces questions et les considérer comme les leurs. Nous ne pouvons faire entrer les Afro-Américains dans ces mouvements

⁴ Ecoles financées par des fonds publics mais gérées par des organismes privés. «*Ses détracteurs dénoncent son rôle dans l'aggravation des inégalités, affirmant que ces écoles accueillent majoritairement des enfants issus des classes moyennes blanches. Ils s'attaquent aussi à la pression qui pèse permanente sur les élèves et les enseignants du fait des évaluations qui sont régulièrement menées. Enfin certains accusent les organismes qui gèrent ces écoles d'en tirer des bénéfices indécentes : sur les 350 millions de dollars versés l'an passé aux charter schools de l'Etat de Pennsylvanie, seuls 150 millions auraient été dépensés. Bénéfice net : 200 millions. Où sont-ils passés ? demandent les défenseurs du système public. (...) le format des charter schools relève aussi d'une autre philosophie, une philosophie de la réforme, qui considère que les services publics sont trop lents et trop difficiles à faire évoluer, que le poids des statuts, le rôle des syndicats sont trop puissants, et que la seule façon de faire bouger les choses est de repartir d'une feuille blanche.*» https://www.francetvinfo.fr/replay-radio/question-d-education/usa-l-irresistible-montee-des-charter-schools_1762397.html (NdT).

⁵ *Guerre contre la pauvreté* : ensemble de mesures prises par le président Johnson entre 1964 et 1969, dans la continuation du New Deal de Roosevelt et qui concernaient l'assurance maladie, les retraités, les chômeurs et les handicapés (NdT).

en leur disant : «Nous traiterons de cette question plus tard.» Ni expliquer aux Latinos: «Nous nous occuperons des discriminations contre les immigrés ultérieurement.» Ni déclarer aux femmes : «Eh bien, nous nous occuperons du droit à l'avortement par la suite.» Nous devons intégrer ces questions pour construire un mouvement multiracial et multi-genre qui ait la plus grande possibilité de se battre pour ce que nous voulons.

Reed : J'espère que vous ne suggérez pas que je défends l'une des positions que vous avez mentionnées parce que ce n'est absolument pas le cas. L'accusation selon laquelle je prônerais un «réductionnisme classiste» me laisse relativement indifférent parce qu'elle est fautive. J'ai grandi dans le Sud au temps de la ségrégation. Comment pourrais-je être indifférent au racisme ? Personne ne prétend qu'il faudrait repousser les préoccupations spécifiques des femmes ou des Noirs. Le problème est de savoir comment certains construisent, sur le plan idéologique, ce qu'ils nous présentent comme étant les préoccupations fondamentales des Noirs, des femmes ou des Latinos. Certains de mes collègues, qu'ils soient réductionnistes en matière de race, ou de genre, ont eu tendance à négliger la façon dont les processus de classe opèrent au sein de ces populations. Je trouve cela particulièrement ironique plus d'un demi-siècle après l'adoption de la loi sur le droit de vote.

Keeanga-Yamahtta Taylor est professeur adjoint d'études afro-américaines à l'université de Princeton, auteur de *From #BlackLivesMatter to Black Liberation* et de *How We Get Free : Black Feminism and the Combahee River Collective*.

Adolph Reed Jr., désormais à la retraite, a été professeur de sciences politiques à l'université de Pennsylvanie. Il est l'auteur de plusieurs livres.

Plusieurs articles d'Adolph Reed Jr. ont été traduits sur ce site :

De la « transgenre » Bruce/Caitlyn Jenner à la « transraciale » Rachel Dolezal : pour les féministes et les « Identitaires raciaux » américains y aurait-il de bons et de moins bons « trans » ?

<http://nfnf.eu/spip.php?article761>

« Les disparités raciales ne nous aident pas à comprendre les structures profondes de la violence policière » (2016)

<http://nfnf.eu/spip.php?article762>

Les limites de l'antiracisme (2009)

<http://nfnf.eu/spip.php?article763>

Et d'autres suivront au mois d'août 2020, notamment :

- « Antiracisme : la gauche défend des solutions néolibérales »
- « Race, classe et crise : le discours sur la disparité raciale et ses impasses analytiques »
- « Les alibis de la gauche blanche »